

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 16/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BRENNTAG SPECIALITE

Espace industriel Nord
Rue de la Vassellerie - Bât. 29
80000 Amiens

Références : 2026-E30013
Code AIOT : 0005105794

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/01/2026 dans l'établissement BRENNTAG SPECIALITE implanté Rue de la Vassellerie - Bât. 29 Espace industriel Nord 80000 Amiens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection du système de gestion de la sécurité sur la thématique formation avec un focus sur les équipes de seconde intervention qui sont identifiées comme mesure de maîtrise du risque en cas d'incendie

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRENNTAG SPECIALITE
- Rue de la Vassellerie - Bât. 29 Espace industriel Nord 80000 Amiens

- Code AIOT : 0005105794
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société BRENNTAG SPÉCIALITÉS est autorisée par arrêté préfectoral du 23 octobre 2008 à exploiter un entrepôt de matières dangereuses : toxiques, inflammables ou dangereuses pour l'environnement. Le site a démarré ses activités en janvier 2010.

Le site est classé Seuil Haut par dépassement direct de la rubrique ICPE 1172 (devenue 4510-4511).

Thèmes de l'inspection :

- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Formation – Organisation générale	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Sans objet
2	Formation – Plan de formation (élaboration)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Sans objet
3	Formation – Plan de formation (contenu)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Sans objet
4	Formation – Plan de formation (suivi)	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Sans objet
5	Formation – Evaluation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1	Sans objet
6	Formation – Entreprises extérieures	Arrêté Ministériel du 26/05/2026, article Annexe I – 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection des demandes de justificatifs sont communiquées à l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Formation – Organisation générale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
Prescription contrôlée :
Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou

aspects suivants de l'activité :
1. Organisation, formation
[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis avant la visite d'inspection une copie du Manuel intégré Q.S.E. en date d'application du 07 mai 2025 (Édition 17) ainsi que la procédure de formation (PRCADM01/09) en date d'application du 17 juin 2025. L'ensemble des documents décrivent les processus des formations dès l'intégration des collaborateurs ainsi que les différents outils disponibles (tableau de compétences, tutorat...) ainsi que les différents acteurs intervenant dans le processus.</p> <p>Durant la visite d'inspection, l'exploitant a expliqué qu'une partie de la formation était gérée en e-learning et une autre partie était gérée au niveau national par le groupe Brenntag en soustraitance.</p> <p>L'exploitant a présenté durant la visite d'inspection une matrice de compétences qui permet d'identifier les formations nécessaires et les prises de connaissance des procédures nécessaires pour être opérationnel au poste de travail. Un second tableau présenté par l'exploitant permet de suivre les échéances de formations.</p> <p>L'exploitant a également présenté le module e-learning « Logiciel e-learning didactum » pour le suivi du profil d'un cariste polyvalent qui est Sauveteurs Secouristes du Travail (SST) et Équipier de Seconde Intervention (ESI). (L'inspection a pu constater que la formation Équipier de Seconde Intervention a été réalisée le 11 juin 2025.)</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Formation – Plan de formation (élaboration)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1
Thème(s) : Risques accidentels, SGS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p> <p>1. Organisation, formation</p> <p>[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Durant la visite d'inspection, l'exploitant a expliqué que le programme de formation était établi en fonction du calendrier de recyclages ou de nouveaux arrivants sur le site. L'exploitant a présenté une matrice de compétence (document FR23)/formations attendues en fonction du poste occupé par un opérateur. En complément, l'exploitant a expliqué que le Service HSE</p>

<p>pouvait également établir des recommandations de formation afin de s'assurer de la tenue des effectifs en Sauveteurs Secouristes du Travail ainsi que des Équippers de Seconde Intervention. L'exploitant a présenté durant la visite d'inspection le plan de formation 2025 ; le plan de formation 2026 est en cours d'élaboration au moment de la visite d'inspection. L'exploitant a expliqué que la constitution du plan de formation faisait l'objet d'une prestation externe et que celui-ci était finalisé en mars de chaque année. En complément du plan de formation, le prestataire réalisait un bilan des formations réalisées sur l'année passée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Formation – Plan de formation (contenu)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, SGS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p> <p>1. Organisation, formation</p> <p>[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon les déclarations de l'exploitant, les formations peuvent être réalisées en interne ou en externe par des prestataires.</p> <p>L'exploitant a déclaré se baser sur les entretiens professionnels pour identifier les profils dits « experts » à un poste de travail. Les capacités pédagogiques sont évaluées et validées par le responsable hiérarchique du collaborateur et par le directeur de site. Ce dispositif permet de proposer des formations adaptées aux enjeux du site d'Amiens.</p> <p>L'exploitant a déclaré que le choix du prestataire est réalisé selon les besoins spécifiques au site. Ces besoins sont exprimés au prestataire en charge d'élaborer les programmes de formation qui choisit les prestataires les plus adaptés. Durant la visite d'inspection, l'exploitant a présenté l'offre de formation pour les ESI. Ce document présente le contenu de la formation réalisée par la société A2SP ainsi que les prérequis nécessaires pour réaliser cette formation. Ainsi le directeur de site a visibilité sur le contenu de formation et peut demander des ajustements si nécessaire.</p> <p>L'exploitant a également évoqué la mise en œuvre d'un processus d'évaluation des fournisseurs réalisé par le service RH ainsi que des questionnaires de satisfaction réalisés par les collaborateurs. Toutefois, durant la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les résultats des enquêtes de satisfaction de la dernière formation ESI ni le compte rendu d'évaluation du fournisseur A2SP.</p> <p>Sur le terrain l'inspection a demandé au collaborateur son avis sur la formation reçue et sur l'applicabilité de celle-ci au site. Le collaborateur a émis un avis favorable en déclarant que celle-ci était celle lui adaptée aux enjeux et risques du site et au matériel utilisé et qu'il avait pu poser toutes les questions qu'il avait.</p>

Pour les procédures devant être maîtrisées en interne, l'exploitant dispose d'un tableau de compétences et de procédures devant être maîtrisées en fonction du poste identifié. L'exploitant a déclaré que la prise de connaissance était faite au moment de la prise de poste puis reconduite a minima tous les 5 ans ou en cas de mise à jour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Formation – Plan de formation (suivi)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1

Thème(s) : Risques accidentels, SGS

Prescription contrôlée :

Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :

1. Organisation, formation

[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. **L'organisation de la formation** ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.

Constats :

L'exploitant dispose de différents dispositifs pour assurer le suivi des formations.

Durant la visite d'inspection, l'exploitant a présenté l'état des formations réalisées en e-learning ; les logiciels produisent la liste des personnes formées, le taux d'avancement et de réussite aux tests ainsi que des échéances associées.

Pour les formations externes gérées par le prestataire, l'exploitant a la possibilité de demander un bilan des états de formations. Cet état est produit a minima une fois par an.

L'exploitant a déclaré que durant les entretiens professionnels, le volet formation est passé en revue, ce qui permet de faire le point sur les formations réalisées ou non ainsi que sur les formations à ajouter au plan de formation.

L'exploitant a pu présenter l'état des formations des 3 salariés formés et identifiés comme Équipiers de Seconde Intervention qui sont identifiés comme Mesure de Maîtrise du Risque dans les scénarios d'incendie. L'inspection a pu constater sur présentation du plan de formation que les formations ESI étaient à jour.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Formation – Evaluation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I – 1

Thème(s) : Risques accidentels, SGS

Prescription contrôlée :

Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :

<p>1. Organisation, formation</p> <p>[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents majeurs sont identifiés. L'organisation de la formation ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Durant la visite d'inspection, l'exploitant a déclaré procéder à des quiz suite aux formations e-learning. L'exploitant a présenté les résultats du quiz pour l'accueil d'entreprise extérieure et a déclaré qu'en dessous d'un score donné, la formation devait être refaite.</p> <p>L'exploitant réalise également des mises en situation telles que le test de procédure en cas de projection d'acide.</p> <p>Sur le terrain, l'inspection a demandé de manière inopinée et sans information préalable à un collaborateur formé ESI de s'équiper afin de partir en intervention au niveau de la cellule de liquides inflammables. L'inspection a chronométré le temps d'habillage et a constaté que le collaborateur était équipé en moins de 5 minutes.</p> <p>Le collaborateur a également été interrogé sur son retour vis-à-vis de la formation ; ce dernier a émis un avis positif sur la formation ESI qu'il a reçue par la formation A2SP en déclarant que la formation avait répondu à ses attentes et qu'elle était adaptée aux enjeux présents sur le site.</p> <p>En complément, l'exploitant a déclaré procéder à des évaluations de prestation par le personnel formé afin d'évaluer l'organisme de formation. L'exploitant a évoqué également la mise en œuvre d'une procédure d'évaluation des fournisseurs ; toutefois, durant la visite d'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le résultat de ces évaluations</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra à l'inspection 3 évaluations des collaborateurs de la dernière formation ESI.</p> <p>L'exploitant transmettra la dernière évaluation fournisseur de la société A2SP.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Formation – Entreprises extérieures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2026, article Annexe I – 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, SGS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le système de gestion de la sécurité précise, par des dispositions spécifiques, les situations ou aspects suivants de l'activité :</p> <p>1. Organisation, formation</p> <p>[...] Les besoins en matière de formation des personnels associés à la prévention des accidents</p>

majeurs sont identifiés. **L'organisation de la formation** ainsi que la définition et l'adéquation du contenu de cette formation sont explicitées.

Constats :

L'exploitant a déclaré durant la visite d'inspection que l'intervention des entreprises extérieures était assujettie à l'établissement d'un plan de prévention. La procédure d'établissement du plan de prévention intègre la réalisation d'une visite sur le terrain pour présenter le site et évaluer les risques liés à l'intervention.

Le personnel de l'entreprise extérieure devant intervenir doit réaliser un accueil sécurité en e-learning constitué d'un support numérique présentant les risques identifiés et les règles de sécurité associées, puis un test est réalisé. L'exploitant a défini un score minimum devant être atteint pour autoriser l'entrée sur le site.

L'exploitant a présenté le dernier Plan de Prévention réalisé en janvier 2026 de la société AAI qui est intervenue sur le local sprinklage ainsi que la liste des personnes présentes pour réaliser les travaux. En parallèle, l'exploitant a présenté les résultats de l'e-learning correspondant à cette entreprise ; l'inspection a pu constater que les résultats dataient de 2025. L'exploitant a déclaré que l'accueil sécurité devait être refait pour 2026.

Type de suites proposées : Sans suite